

Toute prise de décision de la Commission est sujette à caution, à suspicion, à conséquence négative pour ce beau continent devenu la remarque du monde entier...

Le scandale des contrats du covid avec Pfizer et Van Der Leyen

Avec les élections prévues le 9 juin prochain à un seul tour de scrutin, une seule question doit vous tarauder : quelle Europe voulez-vous ? Dans l'affaire du covid et des vaccins Pfizer, la collusion entre la présidente de la Commission, Ursula Van Der Leyen, et le PDG de Pfizer, Albert Bourla, est évidente. Ils auraient négocié par simple SMS, un contrat de 1,8 milliards de doses pour plus de 35 milliards d'euros ! Par SMS ! Que tous les deux ! Que fait la Cour de Justice Européenne face à cette plainte d'un citoyen belge ? C'est le New-York Times qui a révélé le pot aux roses en avril 2021... Et depuis ? L'article 17 du code du Traité Européen aurait dû être activé, article qui vise à changer de président de la Commission lors de suspicion de prise illégale d'intérêt... L'euro députée EELV, Michèle Rivasi, co-présidente de la commission spéciale sur le covid, a porté ce dossier mais depuis, elle est décédée. Elle avait exigé la plus grande transparence sur ces contrats de vaccins avec Pfizer ce que le public n'a jamais pu avoir... La Médiatrice européenne, Emily O'Reilly, avait souligné en juillet 2022, « *un manque de transparence sur cette affaire* » puisqu'après avoir demandé l'accès aux fameux textos, la Commission avait répondu qu'ils étaient introuvables... Elle avait déclaré à l'époque : « *Le traitement de cette demande d'accès à des documents laisse la regrettable impression d'une institution européenne qui n'est pas franche sur des questions d'intérêt public majeures* ». De son côté, la Commission européenne nie toute implication d'Ursula von der Leyen dans les négociations des contrats. « *La présidente de la Commission n'a été impliquée dans aucune négociation de contrats. Je l'ai déjà dit et je le redirai* », avait martelé la commissaire à la Santé, Stella Kyriakides, devant la commission COVI, au mois de mars. Alors pourquoi n'a-t-on pas la copie des contrats qui ont enfin été transmis mais caviardés, et donc totalement illisibles, et que les SMS restent introuvables. Mais Michèle Rivasi en était persuadée : « *ce n'est pas l'intérêt public qui a été défendu mais l'intérêt du fabricant* ». Et en décembre dernier, nous apprenions que 215 millions de doses de vaccins ont été détruites pour près de 4 milliards d'euros ! A quel moment cela peut-il rester impuni ?

Le wokisme, une idéologie prônée par la Commissaire, Helena Dalli

Dans le même temps, la présidente est beaucoup plus loquace lorsqu'il s'agit d'imposer à tous les pays de l'Union, cette idéologie qui nous vient des États-Unis à savoir le wokisme. Dans un rapport ahurissant, la Commissaire maltaise à l'égalité, Helena Dalli, fait l'apologie de cette idéologie dans un texte qui mériterait d'être diffusé à tous les futurs électeurs entre le jeudi 6 et le dimanche 9 juin. Par exemple, en préambule, Helena Dalli souhaite « *une*

évaluation honnête (!) de la politique du passé de l'Europe... pour renforcer la légitimité du projet européen et la cohérence des peuples ». De quoi s'agit-il ? Bien de la période coloniale sur laquelle, les Européens devraient s'autoflageller à l'infini car « *ces horreurs du passé servent de mythe fondateur négatif de l'Europe* ». Et de poursuivre qu'il faut en finir « *avec les vaches sacrées des histoires nationales* ». Car c'est là l'objet du wokisme, proposer une histoire universelle de l'Europe qui annihilerait totalement les différences nationales « *pour qu'émerge une conscience historique critique et capable de se remettre en question* ». Mais concrètement ? On y vient : « *il faut tenir compte des groupes qui ont été sous représentés jusqu'à présent en promouvant de nouvelles méthodes d'enseignement de l'histoire* ». Bien ! Donc, exit les Rois de France, Napoléon ou encore De Gaulle ! Et cela doit s'appliquer à notre responsabilité vis-à-vis « *du reste du monde* ». Cela dans un but bien précis : « *Faire passer l'histoire européenne et mondiale avant l'histoire nationale... pour une compréhension supranationale* ». Mais comment y arriver ? « *En privilégiant la réflexion et la discussion plutôt que le transfert de connaissances...* ». Il faut donc réécrire l'Histoire, de nouveaux manuels, de nouveaux profs aussi bien formés à cette idéologie « *multiculturelle et sensible au genre* »... afin de lutter « *contre la marginalisation des femmes et d'autres groupes sous-représentés* ». Et de conclure en souhaitant « *que les barrières nationales tombent* ». La même Helena Dalli avait publié en novembre 2021, « *un manuel de la communication inclusive* ». Toujours la même Helena Dalli avait déclaré en août 2022, que « *la liberté est dans le hijab* », faisant la promotion du voile intégral comme modèle d'émancipation (?). Il faudrait en parler aux femmes iraniennes !

Les agriculteurs, des mesurette face à l'accord du Mercosur

Quand arrive enfin l'agriculture, c'est le sujet du moment. Malheureusement pour la présidente de la Commission, les agriculteurs ne sont délocalisables et déracinables. Dès lors, il faut les éliminer puisqu'ils nuisent au Nouvel ordre mondial souhaité par Van Der Leyen. Face à la pression, cette dernière a proposé de reporter le vote d'un texte de loi visant à réduire de moitié l'usage des pesticides. Elle a aussi opté pour une dérogation partielle aux obligations de jachère qui empêchent l'Europe d'être autosuffisante. Enfin, les importations agricoles ukrainiennes seront limitées, elles qui ne respectent aucune des normes européennes drastiques pesant sur nos agriculteurs. Il faut dire que dans le même temps, la Commission Européenne avait renoncé l'an dernier de proposer un texte sur l'étiquetage nutritionnel (type Nutriscore). Par ailleurs, les négociations entre l'Union Européenne et le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et Venezuela) initiées en 1990 avec un accord politique décidé en 2019, sont actuellement bloquées uniquement parce que les agriculteurs sont descendus dans la rue. Cet accord prévoit l'abaissement de 90% des droits de douanes entre les deux continents. Cela semble inouï à l'heure où tout le

monde fait l'éloge du Bio, des circuits courts pour éviter la pollution engendrée par les fruits et légumes venus du bout du monde, qu'un tel accord semble envisageable pour un peu plus appauvrir et faire disparaître des agriculteurs européens qui ne peuvent s'aligner sur ce dumping sur les prix. En quoi cela consisterait ? Les observateurs ont souvent parlé d'un accord « cars for cows » (des voitures contre des vaches), qui favoriserait les exportations européennes d'automobiles (allemandes surtout) mais également les exportations textiles et alimentaires (fromages, lait en poudre...). Les importations en provenance des pays du Mercosur porteraient sur la viande (bœuf, poulets...) et l'éthanol. La production de viande et de poulets en provenance de ces pays n'appliquent aucune des normes européennes comme c'est déjà le cas avec l'accord Canada/Union Européenne.

Alors au final, une telle détestation de l'Europe de la part de Van Der Leyen ou de Dalli prouve assez bien la déconnexion de ces personnes vis-à-vis des peuples qui refusent leur vision de l'Europe et du monde. Alors, il faut le dire tout haut, ce nouveau monde qu'ils souhaitent n'est pas le nôtre ! Alors le dimanche 9 juin prochain, votez !

Pascal Gaymard

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité